

ISLAND POSITIONS

Gorée Institute Policy briefs series

Vol. 14 | JUIN 2025

TRANSITIONS DEMOCRATIQUES EN SOUFFRANCE, RETRECISSEMENT DE L'ESPACE CIVIQUE ET ENGAGEMENT POLITIQUE DES JEUNES : QUELLES STRATEGIES ET APPROCHES POUR LA PAIX ET LA STABILITE AU SAHEL ?

RESUME EXECUTIF

Les transitions démocratiques au Sahel sont confrontées à de multiples défis, marquées par des reculs démocratiques, un rétrécissement de l'espace civique, et une jeunesse souvent désillusionnée par l'absence de perspectives réelles de changement. Dans ce contexte, l'engagement politique des jeunes, qui devrait être un vecteur clé de transformation, se trouve souvent limité par la répression, la marginalisation et un environnement politique tendu. Cependant, malgré ces obstacles, les jeunes restent porteurs d'espoir et d'une vision de changement pour la région.

La fragilité des transitions démocratiques et la répression de la société civile ont exacerbé la défiance envers les institutions politiques. La répression et la peur de représailles, exacerbées par des régimes autoritaires ou semi-autoritaires, ont conduit à une perte de confiance dans le système démocratique et une croissance de l'extrémisme politique.

Cependant, il est crucial de souligner que la situation n'est pas sans espoir. La jeunesse sahélienne, bien que souvent désenchantée par les échecs du système politique, demeure un acteur central pour la paix et la stabilité de la région. La clé réside dans l'adoption de stratégies et d'approches qui favorisent l'inclusion politique, la réouverture de l'espace civique, et le renforcement des capacités des jeunes à jouer un rôle constructif dans le processus démocratique.

RECOMMANDATIONS

- Renforcer les cadres de gouvernance inclusives.
- Redéfinir le projet d'intégration dans la sous-région tout en impliquant la société civile dans la démarche.
- Promouvoir les dialogues nationaux et internationaux incluant la société civile, les partis politiques, les jeunes et les femmes.
- Prioriser l'approche territorialisée : soutenir les initiatives locales de résilience et de gouvernance participative dans les zones fragiles (régions frontalières, zones rurales délaissées).
- Travailler à la construction de la paix et la stabilité par le bas.
- Créer des passerelles entre les autorités et les jeunes en les impliquant dans le suivi et l'évaluation des politiques publiques notamment dans les domaines de la sécurité, de l'emploi et de la gouvernance.
- Favoriser la participation politique des jeunes par le financement des incubateurs de projets politiques et sociaux.
- Répondre aux aspirations d'une intégration régionale inclusive où le peuple est au cœur des grandes décisions de la CEDEAO.
- Protéger et élargir l'espace Civique par la mise en place de mécanismes nationaux et internationaux de protection des défenseurs des Droits humains et des journalistes.
- Rétablir la gouvernance démocratique par la recevabilité et l'accès aux services sociaux de base.
- Promouvoir des initiatives culturelles et artistiques pour renforcer l'engagement citoyen et la cohésion sociale.

INTRODUCTION

La sociologie des crises politiques et institutionnelles en Afrique de l'Ouest révèle une dynamique singulière, marquée par des mobilisations sociales intenses et des bouleversements soudains des espaces d'interaction entre les acteurs. Julien Freund relevait déjà une dichotomie entre la vision idéalisée de l'État par les gouvernés et celle, réaliste, des gouvernants, générant des tensions structurelles. Ce décalage nourrit une crise du politique qui compromet le bon fonctionnement des institutions démocratiques.

En Afrique de l'Ouest, cette grille d'analyse trouve un écho particulier. Depuis les années 1990, la transition démocratique semblait promettre un éloignement durable des coups d'État. Toutefois, les récents renversements de régime au Mali, en Guinée, au Burkina Faso et au Niger signalent une résurgence préoccupante de l'instabilité, souvent soutenue par une partie de la population. Selon Virginia Mura, cette dynamique traduit un malaise profond, partagé entre plusieurs pays de la sous-région, aux trajectoires interdépendantes¹.

La mal gouvernance est souvent invoquée comme cause principale, bien qu'elle ne soit pas unique. Une compréhension plus fine requiert un retour sur l'histoire récente, et notamment sur l'héritage colonial. Le colonialisme, bien que non directement responsable des crises actuelles, a laissé deux marques durables : le tracé arbitraire des frontières, à l'origine de tensions interétatiques, et l'imposition de structures institutionnelles inadaptées aux réalités socioculturelles locales. Ces legs ont favorisé un recours prolongé aux anciennes puissances coloniales, perpétuant des modèles économiques inefficaces. Cela a contribué aux premières crises postindépendance, souvent résolues par des

régimes autoritaires, instaurant un cycle d'instabilité prolongé jusqu'à l'ouverture démocratique des années 1990.

Au demeurant, ces faits retrouvent un écho dans les pays ouest-africains depuis l'intervention de l'OTAN en Libye et l'éclatement de la crise multidimensionnelle de 2012 au Mali. Un rapide diagnostic établit les causes en plusieurs catégories. Les causes profondes comprennent l'effondrement de l'État, le déclin économique, une culture de la violence de l'État héritée² et la rareté ou l'abondance des ressources. Les causes secondaires sont le chômage, le manque d'éducation, la pression démographique, l'exploitation des groupes ethniques, la disponibilité des armes et la faiblesse de la société civile. La troisième raison découle des retombées régionales du conflit, d'une mauvaise consolidation de la paix conduisant à une reprise des hostilités, d'un manque de garants de la paix, d'une médiation inadéquate conduisant au réarmement des combattants et de l'instrumentalisation de l'aide humanitaire pour assurer la survie du conflit entre les populations, l'État et les groupes armés sur fond de méfiance criarde entre l'ensemble des acteurs³.

Ce panorama de la sous-région ouest-africaine ne saurait être généralisé, tant la diversité des facteurs, leurs interactions et les spécificités propres à chaque État doivent être prises en considération. C'est pourquoi notre réflexion s'inscrit dans une approche analytique visant à esquisser des pistes de réponse pour favoriser la paix et la stabilité en Afrique de l'Ouest, en mettant l'accent sur l'amélioration de la gouvernance ainsi que sur la conception et la mise en œuvre de projets communs au sein de la région.

¹ Virginia Mura, « Crises politiques en Afrique de l'Ouest et le ras-le-bol des populations », Mars 2022, publications de Whati (disponible sur https://www.oxfamfrance.org/financement-du-developpement/crises-politique-en-afrique-de-louest-et-le-ras-le-bol-des-populations/#_nref1).

² Voir Mamoudou GAZIBO, « L'instabilité en Afrique et ses déterminants », In Introduction à la politique africaine, Montréal, de l'Université de Montréal, ISBN : 9782821898097.

³ Idem.

I. CONTEXTE

Une instabilité structurelle aux multiples dimensions en voie d'aggravation

La région du Sahel est confrontée à une instabilité multidimensionnelle qui compromet durablement sa stabilité politique, sa cohésion sociale et son développement économique. L'insécurité chronique, alimentée par la prolifération des groupes armés non étatiques, les conflits intercommunautaires, et l'affaiblissement des institutions régaliennes, a entraîné le déplacement de millions de personnes et la fermeture progressive de nombreux espaces de gouvernance. À cela s'ajoute une pauvreté structurelle exacerbée par le chômage des jeunes, qui forment plus de 60 % de la population sahélienne. Sans perspectives économiques ou éducatives, nombre de ces jeunes sont laissés en marge du système, renforçant leur vulnérabilité à la radicalisation ou à la migration.

Par ailleurs, la crise climatique joue un rôle amplificateur en affectant les moyens de subsistance (pâturages, agriculture, eau), en aggravant les tensions entre communautés et en précipitant les déplacements forcés. Sur le plan politique, la région connaît un recul démocratique manifeste. Plusieurs pays, notamment le Mali, le Burkina Faso et le Niger, ont connu des coups d'État récents, réinstallant des régimes militaires au pouvoir et interrompant des transitions démocratiques fragiles. Ces bouleversements ont affaibli la légitimité des régimes civils précédents, souvent perçus comme corrompus, inefficaces et incapables de répondre aux aspirations des populations.

Simultanément, l'espace civique se rétrécit. Les libertés d'expression, d'association et de manifestation sont de plus en plus restreintes, et les organisations de la société civile (OSC) ainsi que les médias indépendants sont soumis à des pressions croissantes. Cette fermeture compromet gravement le débat public et la participation citoyenne, deux piliers essentiels

pour une gouvernance inclusive et résiliente.

II. PROBLÉMATIQUE

Dans ce contexte d'effritement des institutions, de militarisation de l'espace politique et de marginalisation croissante des citoyens, une question centrale émerge : comment repenser la gouvernance, la participation citoyenne et les processus de paix au Sahel en y intégrant de manière structurelle les jeunes, les femmes, les autorités locales et la société civile ? L'approche sécuritaire adoptée jusqu'à présent a montré ses limites. Il est aujourd'hui impératif d'adopter des stratégies durables qui restaurent la légitimité des institutions, garantissent l'ouverture de l'espace civique et mobilisent pleinement les forces sociales comme leviers de transformation.

III. ANALYSE STRATEGIQUE DES DYNAMIQUES EN CRISE

Les crises sahéliennes s'inscrivent dans des dynamiques de plus en plus complexes. D'une part, les transitions politiques, souvent forcées, ont révélé une profonde crise de représentativité et une déconnexion entre les institutions et les citoyens. D'autre part, les jeunes, en particulier, se trouvent dans une position ambivalente : à la fois moteurs de résilience communautaire et victimes structurelles d'exclusion politique, sociale et économique. Leur invisibilisation dans les processus décisionnels alimente le désengagement civique, voire l'adhésion à des formes alternatives de contestation ou de résistance.

En parallèle, les femmes, bien qu'actrices centrales de la paix dans de nombreuses communautés, continuent d'être écartées des instances de gouvernance et des processus de négociation. Enfin, les autorités locales, parfois dépourvues de moyens, jouent pourtant un rôle clé dans la médiation des conflits, la prestation des services de base et la régulation des tensions territoriales. Dans un tel contexte, l'approche "top-down" est inadaptée. Une réponse efficace

doit au contraire s'appuyer sur une logique de co-construction, en réhabilitant les acteurs locaux comme protagonistes de la stabilité.

IV. ENJEUX POUR LA PAIX ET LA STABILITÉ

1. Reconstruire la légitimité des institutions par la participation et la redevabilité

En démocratie, l'un des principes fondamentaux est que le pouvoir appartient au peuple et doit être exercé en son nom. Ce principe renvoie à une logique de représentativité, mais une représentativité qui ne saurait effacer ou neutraliser la souveraineté populaire. Or, dans de nombreux contextes africains, cette dynamique est affaiblie : les représentants, une fois élus, se détachent des préoccupations populaires et gouvernent en vase clos, réduisant la participation citoyenne à un simple moment électoral.

Pourtant, comme l'a théorisé Max Weber, *toute autorité politique repose sur une forme de légitimité, définie comme la croyance partagée dans la validité du pouvoir exercé. La légitimité n'est pas simplement d'ordre légal ou procédural ; elle implique une reconnaissance sociale du droit à gouverner*⁴. Lorsque les institutions perdent cette reconnaissance, elles ne sont plus perçues comme légitimes, ce qui conduit à un effritement de leur autorité et à une perte de confiance durable.

Dans la région du Sahel, le déficit de légitimité constitue un obstacle majeur à la stabilisation politique et sociale. Pour y remédier, il est nécessaire de promouvoir une gouvernance inclusive et participative, qui favorise la transparence de l'action publique et la redevabilité des élus. Des mécanismes tels que les budgets participatifs, les forums communautaires réguliers ou encore les observatoires citoyens peuvent renforcer le lien entre institutions et citoyens. Ces dispositifs permettent non seulement de mieux représenter les intérêts des populations, mais surtout de restaurer la légitimité des institutions en la fondant sur l'implication réelle des citoyens dans la prise de décision publique.

⁴ Max Weber, *Économie et société*, 1922

2. Garantir la pérennité de l'espace civique en tant que fondement essentiel du débat démocratique

L'espace civique, constitué des libertés fondamentales d'expression, d'association et de réunion pacifique, est un élément central du fonctionnement démocratique. Il permet à la société civile, aux médias, aux syndicats et aux citoyens ordinaires d'agir comme contre-pouvoirs, garants de la reddition des comptes et de la participation populaire. Cette conception, au cœur des démocraties modernes, a été mise en lumière dès le XIX^e siècle par Alexis de Tocqueville, pour qui l'existence d'associations libres est une condition fondamentale de la vitalité démocratique. Dans *De la démocratie en Amérique*, il souligne que la société civile forme une école de citoyenneté et un rempart contre l'arbitraire⁵.

Pourtant, dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, cet espace est progressivement rétréci par des régimes autoritaires qui utilisent le pouvoir non comme un mandat de service public, mais comme instrument de domination et de rente. La critique politique est souvent perçue comme une menace à éradiquer plutôt qu'un droit à garantir. Le vocabulaire sécuritaire (terrorisme, insurrection, atteinte à la sûreté de l'État) sert de prétexte à la répression de toute opposition. Cette dynamique traduit ce que Hannah Arendt nomme dans *Les origines du totalitarisme*, une confusion dangereuse entre l'autorité légitime et la violence étatique, là où le politique devrait favoriser le débat et la pluralité⁶.

Dans ces contextes, l'État de droit devient un simulacre : les institutions judiciaires perdent leur autonomie, et les lois sont utilisées de manière sélective pour étouffer les voix dissidentes. Comme le rappelle Jürgen Habermas dans *L'espace public*, sans garanties réelles d'expression et de participation, la démocratie

⁵ Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, Gallimard, coll. 1835-1840

⁶ Hannah Arendt, *The Human Condition*, Calmann-Lévy, 1961.

devient formelle et perd son essence délibérative⁷.

En parallèle, **la fragilisation des médias indépendants et des organisations de la société civile** compromet le bon fonctionnement du débat démocratique. La concentration des moyens d'information, conjuguée à des restrictions politiques ou juridiques, limite la diversité des points de vue et affaiblit la capacité des citoyens à accéder à une information libre et pluraliste. Par ailleurs, les espaces de mobilisation issus des groupes sociaux marginalisés, qu'ils soient syndicaux, communautaires ou issus des mouvements citoyens, jouent un rôle crucial dans l'expression des revendications collectives. Leur affaiblissement constitue un recul significatif pour l'inclusivité et la vitalité de l'espace civique.

Il est donc urgent de défendre, voire de reconstruire l'espace civique dans de nombreux pays sahéliens. Cela implique :

- **La protection effective des droits fondamentaux,**
- **L'abrogation des lois liberticides,**
- **La création de cadres de dialogue entre État et société civile, comme le suggère l'idée habermassienne d'une délibération publique structurée.**

3. Renforcement de l'engagement civique et politique des jeunes et des femmes : un levier stratégique pour la transformation sociopolitique

Cet axe constitue une priorité stratégique pour amorcer une transformation sociopolitique durable dans une région marquée par des fragilités institutionnelles, des conflits armés persistants et une faible inclusion démocratique. Dans son analyse des conditions de la démocratie, Robert Dahl souligne que la participation effective des citoyens est un pilier fondamental de la « polyarchie », c'est-à-dire d'un système démocratique pluraliste fonctionnel. Or, dans les

pays sahéliens (Mali, Niger, Burkina Faso, entre autres), les jeunes, qui représentent plus de 60 % de la population, ainsi que les femmes, souvent reléguées aux marges de la vie politique, peinent à accéder aux espaces décisionnels. Cette exclusion systémique ne fait qu'accentuer le déficit de légitimité des institutions, réduire leur capacité de réponse aux aspirations sociales, et favoriser l'émergence de contre-pouvoirs informels, parfois violents. Encourager leur participation citoyenne et politique par des mécanismes adaptés, tels que les quotas, les dispositifs d'éducation civique, ou les instances consultatives locales, permettrait non seulement de consolider les bases de la gouvernance démocratique, mais aussi d'endiguer les dynamiques de radicalisation, en canalisant les frustrations dans un cadre institutionnel.

Du point de vue sociologique, l'engagement civique et politique ne peut être pensé indépendamment des rapports de pouvoir symboliques et sociaux qui structurent les sociétés sahéliennes. L'accès à l'espace politique est déterminé par des capitaux inégalement répartis, économique, social, culturel et symbolique. Dans les contextes sahéliens, les femmes et les jeunes disposent généralement d'un capital politique faible, en raison de normes patriarcales tenaces, de hiérarchies intergénérationnelles rigides et d'un accès limité à l'éducation formelle ou aux réseaux de pouvoir. Pour transformer cette donne, les politiques publiques doivent viser la reconfiguration des structures sociales elles-mêmes, en valorisant le rôle des acteurs émergents (associations de jeunesse, mouvements féminins, médias communautaires) comme agents de légitimation. Cela implique une double action : d'un côté, lever les barrières institutionnelles à la participation politique ; de l'autre, renforcer les ressources symboliques et culturelles des jeunes et des femmes pour qu'ils puissent investir pleinement le champ politique. C'est à cette condition que l'engagement civique deviendra un véritable moteur de changement au Sahel.

⁷ Jürgen Habermas, L'espace public : Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise, Payot, 1978

V. RECOMMANDATIONS

1. Renforcer les cadres de gouvernance inclusive

Promouvoir des mécanismes institutionnels qui garantissent la représentation équitable des jeunes et des femmes dans les processus décisionnels à tous les niveaux.

2. Protéger l'espace civique

Mettre en place des mécanismes nationaux efficaces pour la protection des défenseurs des droits humains, en particulier les jeunes militants et les femmes engagées, afin de garantir un environnement sûr pour la participation citoyenne.

3. Encourager la participation politique des jeunes

Soutenir des initiatives politiques et sociales conçues et mises en œuvre par des jeunes, en leur fournissant des ressources, un accompagnement technique et des espaces d'expression politique.

4. Encourager l'intégration des jeunes et des femmes dans les mécanismes de gestion des conflits locaux.

Dans de nombreux contextes africains, les tensions communautaires, foncières ou politiques dégénèrent en violences. Former et intégrer des jeunes et femmes médiateurs, issus des communautés concernées, dans des comités locaux de prévention et résolution des conflits favorise des approches durables et inclusives de la paix.

5. Mobiliser les médias communautaires et les plateformes numérique

Utiliser les outils numériques et les médias de proximité pour promouvoir l'éducation civique, diffuser les valeurs démocratiques et toucher les jeunes dans toute leur diversité (genre, milieu rural/urbain, situation de handicap, etc.).

6. Créer des passerelles entre les autorités et la jeunesse

Instaurer des mécanismes de dialogue structuré et permanent entre les jeunes et les décideurs publics, afin de favoriser une co-construction des politiques publiques.

7. Favoriser la paix et la cohésion sociale par une approche communautaire

Impliquer les jeunes dans des initiatives locales de consolidation de la paix, en valorisant les approches participatives et le dialogue intergénérationnel et interculturel.

8. Former les élus et les fonctionnaires à l'inclusion jeunesse et genre

Beaucoup de décideurs manquent d'outils pour intégrer efficacement les jeunes dans les politiques publiques. Des programmes de renforcement de capacités à l'inclusion doivent être proposés aux parlementaires, élus locaux et cadres de l'administration, avec des modules sur la participation, le genre, les droits humains et la gestion inclusive.

Les Policy Briefs du Gorée Institute ou Island Positions sont des publications bimestrielles qui offrent des analyses sur des questions spécifiques et fournissent des recommandations concrètes dans le but d'éclairer et d'influencer les décisions en matière de politiques publiques. Elle visent à orienter les débats et la prise de décisions en offrant un plateforme aux praticiens, aux universitaires, aux organisations de la société civile et aux décideurs pour présenter leurs analyses et leurs recommandations concernant les questions de démocratie, paix et sécurité en Afrique. La page de garde résume quelques recommandations y inclus le résumé exécutif.

*Ile de Gorée, Résidence Bibi
BP: 05 Gorée, Sénégal*

*+221 33 849 48 49
info@goreeinstitut.org
www.goreeinstitut.org*

*www.facebook.com/goreeinstitute
www.twitter.com/goreeinstitute
www.instagram.com/goreeinstitute*

